

Représentation des salariés, démission de M. André Ruiz sur la proposition du Président du Conseil économique [7 mars 1957] (p. 1358, 1359). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [21 juin 1957] (p. 2853). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : *Augmentation des tarifs de transports dans les villes de province ; suppression totale des abattements de zones* [17 décembre 1957] (p. 5450) ; en deuxième lecture ; Art. 3 : *Amendement de M. Ramette (prise en charge par les employeurs des augmentations des tarifs de transports)* [26 décembre 1957] (p. 5546) ; — des propositions de la Conférence des Présidents : *Projet de loi relatif au remboursement aux assurés sociaux de 80 0/0 de leurs frais d'honoraires médicaux, majoration des prestations familiales* [31 janvier 1958] (p. 438) ; — en troisième lecture, d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail ; Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Lejevre tendant à fixer à six mois le temps de présence des travailleurs dans une entreprise pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un mois de délai-congé ; manque d'ouvriers dans l'industrie du bâtiment, revalorisation de la profession* [7 février 1958] (p. 609, 610).

BESSON (M. Robert), *Député des Landes*
(R. G. R.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des boissons [4 octobre 1957] (p. 4502) ; du Comité de contrôle du fonds forestier national [6 mars 1956] (p. 667).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 8 de la Constitution pour modifier les dispositions de la procédure actuellement en vigueur concernant l'invalidation des députés dont l'élection est contestée, n° **643 rectifié**. — Le 22 février 1956, une proposition de loi ayant pour but de modifier le mode d'élection des conseils municipaux des villes de plus de

9.000 habitants, n° **704**. — Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des services vétérinaires les moyens financiers nécessaires pour que soit intensifiée la lutte contre la tuberculose bovine, n° **733**. — Le 24 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant création d'une Caisse autonome d'assurances contre les calamités agricoles, n° **764**. — Le 23 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 31 décembre 1956 un projet de réforme administrative sous la forme de loi-cadre, n° **1904**. — Le 29 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, à partir de l'exercice 1957, la présentation du budget de l'Etat de façon que seules soient financées par l'impôt les dépenses de fonctionnement des services publics et d'annuités de la dette publique, n° **1965**. — Le 1^{er} juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 733) de M. Robert Besson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des services vétérinaires les moyens financiers nécessaires pour que soit intensifiée la lutte contre la tuberculose bovine, n° **2032**. — Le 16 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 733) de M. Robert Besson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des services vétérinaires les moyens financiers nécessaires pour que soit intensifiée la lutte contre la tuberculose bovine, n° **2946**. — Le 7 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1760) de M. Bénard (Oise) tendant à modifier le mode de calcul des cotisations de sécurité sociale payées par les stagiaires agricoles et des indemnités auxquelles ils ont droit lorsqu'ils sont victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, n° **4064**. — Le 22 mars 1957, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Code minier relatives à la redevance tréfoncière pour les gisements d'hydrocarbures liquides et gazeux, n° **4639**. — Le 19 juillet 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1760)

de M. Benard (Oise) tendant à modifier le mode de calcul des cotisations de sécurité sociale payées par les stagiaires agricoles et des indemnités auxquelles ils ont droit lorsqu'ils sont victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, n° 5568. — Le 19 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4383) de MM. Trémouilhe et Pinvidic tendant à protéger les intérêts des docteurs vétérinaires et vétérinaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, n° 5569.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi prévoyant des mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux, Art. 2 : *Sous-amendement de M. Jean-Paul David à l'amendement de M. Lefranc, étendant aux obligations fiscales les mesures prévues à cet article* [19 juin 1956] (p. 2740); Art. 6 : *Amendement de M. Jean-Paul David instituant des délais de payement en matière fiscale* (p. 2743). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour adapter le réseau français aux exigences de la circulation automobile et pour développer la prévention et les moyens de contrôle destinés à assurer le respect du Code de la route [16 octobre 1956] (p. 4137); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [26 février 1957] (p. 1129); la développe : *Ses observations sur la situation de notre réseau routier, l'insuffisance des crédits, la construction d'auto-routes, les droits de péage, le contrôle de la circulation, le développement de la prévention routière, l'assurance obligatoire* [3 avril 1957] (p. 1992 à 1997). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur la lutte contre la tuberculose bovine (Crédits, établissement d'un plan à long terme)* [6 mars 1957] (p. 1336). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1644); [3 mai 1956] (p. 1690); [22 juin 1956] (p. 2900); [26 novembre 1956] (p. 5070); [26 novembre 1957] (p. 4934); [5 décembre 1957] (p. 5149). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1644); [3 mai 1956] (p. 1690); [22 juin 1956] (p. 2900); [26 novembre 1956] (p. 5070); [26 novembre 1957] (p. 4934); [5 décembre 1957] (p. 5149).

BETTENCOURT (M. André), *Député de la Seine-Maritime (2^e circonscription) (I. P. A. S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 164); [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 55 et 56 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, n° 700. — Le 28 février 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 55-21 du 5 janvier 1955 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole, n° 786. — Le 21 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 4178) autorisant le Président de la République à ratifier le protocole modifiant la Convention internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest, signé à Washington le 25 juin 1956, n° 6689.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. Marine marchande), Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur la construction du paquebot de l'Atlantique Nord* [13 juin 1956] (p. 2550, 2551). — Pose : à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative au régime fiscal des maisons familiales de vacances [14 décembre 1956] (p. 5978); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme une question orale relative à la situation financière de l'économat de la S. N. C. F. [21 décembre 1956] (p. 6202, 6203). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur les concessions faites par l'opposition, la dégradation de la situation en Algérie, l'imprécision des intentions du Gouvernement* [26 mars 1957] (p. 1857); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique